



Les malentendus d'Octobre

Par [Jean-Marie Chauvier](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 26 novembre 2007

26 novembre 2007

L'Histoire est-elle « prédestinée », la révolution de 1917 fut-elle la matrice de l'URSS, du stalinisme, voire de la débâcle finale de l'URSS débouchant sur une pleine restauration du capitalisme ?

Ou à l'inverse, Octobre 1917 contenait-il plusieurs possibles, où des choix politiques voire très personnels ont pesé aux moments propices de la déstabilisation générale du système russe et mondial ? Nous penchons plutôt pour la deuxième hypothèse. « Tout » n'était pas possible, certes, mais on ne peut s'en remettre à un déterminisme « rétrospectif » consistant à projeter sur Octobre ses prolongements, à chercher exclusivement dans l'Histoire de la révolution russe les « germes » de ce qui en a résulté en URSS.

Il y avait, indéniablement, de lourds déterminants. Pour user d'une métaphore : il ne faut pas regarder le fleuve seulement, il faut voir les berges qui le contiennent, les rochers et les récifs qui en jalonnent le cours, autant que les afflux d'eaux et de boues qui en font un torrent plutôt qu'un long fleuve tranquille.

Il y a la crise du système tsariste et agraire russes dès le milieu du 19^{ème} siècle, en partie le produit des révoltes de serfs qui ont marqué les décennies précédentes, il y a la terrible misère sociale qui accompagne la désagrégation du vieux monde agraire et l'industrialisation tardive et sauvage de la Russie, il y a le déchaînement des violences en 1914, cette guerre mondiale inaugurant les premiers grands meurtres de masse en Europe : bref, 1917 n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ses acteurs sont à des années-lumière de ceux qui, dans leur confort actuel, les jugent au nom de grands principes moraux ou des « Droits de l'Homme » tels que concevables en ce début de vingtième siècle, ils ne sont pas même ou très peu ces intellectuels russes humanistes que l'on a désigné comme « miroirs » de la révolution, tel Tolstoï, disparu, ou Gorki, révolutionnaire qu'effraie cependant l'explosion de la haine sociale. Les acteurs de masse de cette révolution sont les enfants de la servitude, les paysans qui n'ont quitté le village et la terre battue que pour les tranchées de la « grande boucherie », dont ils reviennent, excédés, hallucinés, pour se mêler aux ouvriers affamés et révoltés des villes. N'oublions pas que la révolution de février (mars) est amorcée par une démonstration de la Journée des Femmes en quête de pain pour les familles affamées de Petrograd !

Il y avait encore, facteurs politiques non moins influents : le relatif échec de la première réforme libérale de 1906-13 (de Stolypine), cherchant à substituer le fermier privé au paysan communautaire, l'échec du gouvernement provisoire libéral issu de la révolution de février 1917, la tentative ratée en août d'une contre-révolution pas désarmée pour autant, la montée en force d'un parti bolchévique formé dans la clandestinité et armé des conceptions sectaires du Lénine de « Que faire ? », de ses choix révolutionnaires radicaux d'avril 1917,

de sa volonté de prise du pouvoir en Octobre avant même que le Congrès des Soviets n'en décide. La radicalisation prend alors le visage des jacqueries spontanées dans les campagnes, des convulsions anarchisantes dans les villes, et de la seule expression politique organisée de la radicalité révolutionnaire : le bolchévisme. Et pourtant... Si le parti bolchévik dispose, en Octobre, d'une force immense – l'hégémonie dans les soviets, la majorité parlementaire dans les grandes villes, la faveur des garnisons révolutionnaires, la sympathie toute nouvelle que lui vaut, dans les campagnes, le « Décret sur la Terre » (son partage)- il n'obtient pas la majorité électorale dans le pays rural et se heurte aux autres partis de gauche qu'on ne peut pas (encore) ranger dans la « contre-révolution ». Or, la base bolchévique et anarchiste -tout comme Lénine- ne veut aucun compromis sur les « acquis d'Octobre » et, Lénine, de surcroît, entend bien consolider la victoire obtenue par les Bolchéviks » sur le terrain « . Il y a donc polarisation...et durcissement du nouveau pouvoir avec la création de la Tcheka, la police politique qui, quelques mois plus tard, va mettre en œuvre la « Terreur rouge ». Les Bolchéviks ne veulent pas subir le même sort que les Communards de 1971. Et prennent les devants dans l'initiative de la répression. » C'est eux, ou c'est nous « ...Avec le sous-entendu : » nous seulement « . A l'exclusion d'autres forces révolutionnaires qui n'accepteraient pas le cours imprimé à l'Histoire par le bolchévisme léniniste. La volonté dictatoriale de Lénine – tout spécialement de Lénine, pas pour lui, mais pour son parti- est indéniable. Au tournant des années 1917-18, cependant, le champ des possibles reste ouvert, dans un climat de chaos où chaque inflexion politique, chaque choix personnel de dirigeants influents, tels Lénine et Trotski, peuvent être déterminants. De même que les choix de guerre, ne les oublions pas, des responsables allemands, de l'Entente franco-britannique, des Etats-Unis et du Japon, des contre-révolutions finlandaise, roumaine, hongroise...

Rien ne paraissait « fatal » : ni la dictature du parti unique, ni la paix séparée de Brest-Litovsk et l'occupation allemande de l'Ukraine et de la Russie méridionale, ni la rupture entre partis soviétiques consécutive aux divergences sur la paix de Brest et la question paysanne. La guerre civile n'avait pas vraiment commencé, ni dans les campagnes, ni face aux « Blancs » et aux interventionnistes étrangers. Et au sein même de son parti, où la discussion restait libre, un Lénine était souvent contesté. Diverses tendances s'affrontaient sur les questions paysanne, de la paix, de la démocratie sociale.

Les options politiques au lendemain d'Octobre.

On connaît mal cette controverse qui accompagne la formation et le remaniement du premier gouvernement (bipartite) soviétique ! On voit en effet, dès Octobre, se former un clivage politique qui transgresse la frontière entre partisans et adversaires de l'insurrection bolchévique et qui divise même le parti bolchévik:

- « **pour un gouvernement de coalition socialiste** » : les SR de droite et de gauche, des Bolchéviks, les Mencheviks, des syndicats, des soviets et comités d'usines et de soldats..

-« **pour un gouvernement bolchévique** » éventuellement élargi aux SR de gauche: la majorité des Bolchéviks et des SR de gauche, des Soviets de Petrograd et Moscou, d'autres soviets et comités d'usines et de soldats.

A la base, il y a aussi une « nébuleuse » anarchisante qui voudrait un pouvoir des soviets sans partis politiques.

Les négociations pour une coalition, à laquelle toutes les parties se prêtent sous la pression

ambiante, commencent le 29 octobre et se terminent le 4 novembre . Cette chance ultime de « recoller » la famille socialiste échoue par l'intransigeance des uns et des autres. A droite, on « exige » que la coalition « exclue » Lénine et Trotski de toute responsabilité, étant donné leur « aventurisme » ! A l'extrême-gauche, bolchévique et SR de gauche, on tient surtout au maintien de la force armée qui garantit les conquêtes d'Octobre et que les autres partis veulent dissoudre: le Comité Militaire Révolutionnaire de Petrograd (PVRK) Le rôle du PVRK, et d'autres groupements de base radicale sont largement contestés en raison de leurs actes de terreur, tels que la fermeture de journaux bourgeois et SR, d'imprimeries, la réquisition sauvage d'appartements etc... Depuis plusieurs mois déjà, cette « terreur rouge » (et noire) populaire spontanée s'exerce indépendamment des dirigeants bolchéviks. On ne peut leur imputer l'initiative de la violence . Mais ils s'efforcent manifestement de l'instrumentaliser. Le PVRK, en tout cas, s'avère être l'agent d'une politique de force qui échappe tant au contrôle du Congrès des soviets qu'à celui des instances régulières du parti bolchévik. Lénine, Trotski, Staline, Sverdlov étaient les tenants d'un « noyau dur » déterminé à l'usage de méthodes dictatoriales.

D'autres dirigeants bolchéviks - Kamenev, Zinoviev, Rykov, Milioutine, Riazanov, Noguine-démissionnèrent du comité central pour protester contre la politique du groupe léniniste. Plusieurs ministres bolchéviks démissionnèrent également du gouvernement. « La voie de la terreur est ouverte », prophétisent-ils... (Tout comme le fera, de l'extérieur, la fondatrice du communisme allemand Rosa Luxembourg)

Après moult péripéties, fin novembre, des SR de gauche entrèrent dans ce premier gouvernement soviétique remanié, qui devint donc celui de deux partis.

Les Bolchéviks avaient l'hégémonie, mais ils n'avaient pas encore les moyens de régner seuls, encore moins de constituer un Etat-parti « totalitaire » dans ce pays immense et largement ingouvernable qu'était la Russie de fin 1917...

Dans les campagnes, Octobre est encore plus confusément perçu. Il n'y a pas, à l'époque, de télévision ou de téléphone portable, » les nouvelles de Pétrograd » arrivent lentement dans les profondeurs et, dans les coins les plus reculés de l'Empire, on mettra des années à comprendre qu'une « révolution » a eu lieu qui modifie les conditions d'existence de chacun. La révolution paysanne suit son propre rythme : ici se restaurent les communautés (le MIR), ailleurs s'installent des petits propriétaires, ailleurs encore prospèrent les « koulaks » . Rien n'est moins cohérent que l'état des lieux agraires. Des organes d'autogestion locale se mettent en place qui échappent largement au contrôle de Pétrograd. Là où ils le peuvent, les soviets ruraux, où les Bolchéviks sont peu nombreux, prennent en mains la direction des opérations de partage des terres. Et s'orientent vers un repartage des terres au profit des plus pauvres, des paysans sans terre - un objectif léniniste qui ne plaisait nullement à la majorité des petits et moyens propriétaires dominants dans les communautés villageoises.

Au **Congrès des Soviets paysans (10-25 novembre)** qui approuve les Décrets d'Octobre, SR de gauche et bolchéviks se partagent le pouvoir. La droite SR est écartée. Elle s'opposait au « putsch d'Octobre » de même que de nombreuses associations paysannes et des coopérateurs. Cette opposition était encore très floue. Elle ne portait pas sur la révolution sociale pour l'essentiel (la Terre) mais sur le pouvoir d'un seul parti ou encore les mesures concernant la famille et la femme, la séparation Eglise-Etat. Où la révolution heurtait de front les traditions chrétiennes. Quelques mois plus tard, une vaste partie de la paysannerie allait se dresser contre le repartage des terres, la suppression des libertés

marchandes, les réquisitions de grains, les mobilisations dans l'Armée Rouge : c'est alors que la guerre civile s'installa dans les campagnes. Contrairement à certaine légende, cette rébellion paysanne n'était pas à confondre avec celle – collectiviste et anarchiste- de Nestor Makhno dans le Sud-Est de l'Ukraine. On a parfois répandu cette légende d'une paysannerie » anarchiste » ou » spontanément communiste « . Elle ne l'était pas. Et » communautaire » n'avait nullement le sens de » communiste » ou d' » anarchiste « . La paysannerie traditionnelle, massivement acquise à la révolution tant qu'il s'agissait de chasser les grands propriétaires, refusait les communes, le repartage, elle défendait à la fois la communauté villageoise patriarcale, la propriété familiale et le libre Marché. Ce n'était pas » le soviet » qui dirigeait la communauté, mais le conseil des anciens et, dans certains villages, l'assemblée générale où les anciens donnaient le ton.

CINQ QUESTIONS

Quelles sont les grandes « questions d'Octobre » au regard de l'Histoire ?

1. Coup d'état ou révolution ?

La question relève souvent de la polémique primaire: dans l'esprit des détracteurs qui donnent le ton aujourd'hui en Russie et en Occident, il s'agit de dénigrer Octobre en le réduisant à un « putsch » accompli par une poignée d'aventuriers. C'est, grosso modo, le point de vue retenu dans la plupart des évocations actuelles de 1917, dans les medias, et sous la plume d'historiens tels que Richard Pipes ou Martin Malia.

On voit que cette « révolution » était un coup de force armé, mené par un petit groupe, et rien qui ressemblât à une action de masse comme en Février. Précision supplémentaire: ce qui s'est passé n'était qu'une opération policière à petite échelle montée par le Comité militaire révolutionnaire, avec quelques marins de la flotte de la Baltique et une poignée d'ouvriers de la Garde Rouge pour s'emparer des centres nerveux de la capitale dans la nuit du 24 au 25 octobre. Le « prolétariat » et la garnison militaire sont restés globalement neutres » (...) Cette prise de pouvoir était donc le résultat de la stratégie de joueur avancée par Lénine dans ses « Thèses d'avril » et à laquelle il s'était tenu avec la plus grande obstination (...) La nouvelle autorité promulgue aussitôt deux décrets spectaculaires (...) (La Terre et la Paix)

Martin Malia « La Tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991 » ed. Seuil 1995.

L'Histoire officielle soviétique attribuait à Lénine ce même rôle de « guide », mais sur fond de soulèvement populaire général. La réplique antisoviétique conserve le même schéma d'hypertrophie du « guide », mais dans la négation des mouvements populaires sans lesquels le « coup » de Lénine n'avait aucune chance, ni raison d'être. Un coup d'état a bien eu lieu. Mais Octobre et le Congrès des Soviets parachèvent, légitimement, impulsent une immense révolution à dimensions multiples :

- Abolition du régime tsariste semi-féodal, partage des terres avec abolition des dettes paysannes, rétablissement complet de la communauté rurale.
- Retrait de la Russie de la guerre mondiale, concrétisé par l'engagement de pourparlers séparés avec l'Allemagne et l'armistice du 2 (15) décembre.
- Généralisation du contrôle ouvrier, nationalisation des banques suivie de celle, en juin

1918, de la grande industrie.

- Dislocation de l'empire russe. Indépendances de la Finlande, de la Pologne et de la Lituanie (novembre-décembre) de la Lettonie, de l'Ukraine, de l'Estonie (janvier-février) , de la Transcaucasie (avril)

2. Avec ou sans soutien populaire ?

L'idée d'une « révolution bolchévique » minoritaire est associée à celle de « coup d'état ». Deux arguments permettent de l'étayer :

- le petit nombre d'assaillants du « palais d'Hiver » , de participants au coup d'Octobre, d'unités militaires et même de « gardes rouges » impliqués dans l'opération. (L'absence de cette grande émeute populaire que d'aucuns, comme Maxime Gorki, redoutaient, au vu des débordements de juillet)

- l'opposition électorale aux Bolchéviks, exprimée dans le fait qu'ils ne recueillent que le quart des voix aux élections du 12 novembre à l'Assemblée constituante.

Le premier argument est peu consistant. L'option léniniste était dans une insurrection « dans les règles de l'art militaire » ,et non dans des mouvements de masse comme en juillet. Le soutien d'une grande partie de l'armée (sans parler des gardes rouges et des marins de Kronstadt acquis aux Bolchéviks mais non intervenants directs dans la prise du pouvoir) est aussi logique que vérifiable. Même les élections à la Constituante confirment, trois semaines plus tard, l'immense adhésion à la politique des Bolchéviks parmi les ouvriers et les soldats. Dans les campagnes par contre...

Le témoignage du général contre-révolutionnaire Denikine

*Le pouvoir est tombé des mains faibles du gouvernement provisoire (...) Lorsque débuta l'affrontement armé, le 25 octobre, il n'y avait pas une seule force armée du côté du gouvernement (...) Les Cosaques ont observé une neutralité « bienveillante » envers les Bolchéviks. Tout le reste de la garnison et la Garde rouge ouvrière étaient du côté du Soviet, les marins de Kronstadt et plusieurs navires de la flotte les ont rejoints.***Anton Denikine (futur chef des armées blanches) « Otcherkov roussoï smouty »**

Le deuxième argument est de poids. Les Bolchéviks ont la majorité dans les soviets, mais ils ne l'ont pas dans le pays. Ils gouvernent contre la volonté du parlement (Assemblée constituante) qu'ils ont pourtant voulu faire élire et réunir. Pourquoi l'ont-ils réuni ? Pourquoi l'ont-ils dissous ? Leur refus de la démocratie parlementaire est une évidence. Il ne fallait pas attendre les élections du 12 novembre, et la réunion de l'Assemblée le 5 janvier pour le savoir. Mais l'affaire de la Constituante est passablement embrouillée. Si, comme ses critiques les plus durs le prétendent, Lénine ne rêvait que de dictature ou de guerre civile, on ne voit pourquoi il se serait encombré de la « Constituante ». Il suffisait d'un mot, sur la lancée d'Octobre, pour la renvoyer aux calendes grecques. Dans ce cas, Lénine a peut-être mal calculé son coup.

L' affaire de la Constituante

Pourquoi les Bolchéviks ont-ils maintenu la convocation de la Constituante, alors qu'ils étaient assurés, avant Octobre, de n'y recueillir qu'un quart à un tiers des voix ? Sans doute, parce que c'était leur revendication depuis longtemps, à l'encontre des partis socialistes modérés qui avaient toujours reporté ces élections. Probablement, parce que les Bolchéviks

espéraient bénéficier de l'effet des décrets d'Octobre, celui de la Terre surtout, au sein de l'électorat rural. De toute façon, dans l'esprit de Lénine, il était entendu que la Constituante ne pouvait qu'entériner les décisions d'Octobre. Si ce fut le cas, c'était une erreur de calcul.

Les élections à la Constituante ne peuvent certes pas être interprétées comme un « désaveu de la révolution ». Quelques 32 millions (la moitié de l'électorat) y ont pris part, contre une vingtaine de millions aux élections des soviets. **Les partis se réclamant de la révolution et du socialisme dépassent les 80% ! La représentation électorale de la contre-révolution est dérisoire. La droite libérale KD n'obtient que 4,7% des suffrages.** Or, c'est LE parti sur lequel comptent la bourgeoisie, l'extrême-droite, les officiers, les alliés « pour la revanche ».

L'ensemble de la droite plafonne à 13% de l'électorat. Bien entendu, la force des Cadets est considérable dans la bourgeoisie et les classes moyennes urbaines, ils disposent d'un grand pouvoir dans la presse et le monde financier, les officiers.

Les sociaux-démocrates mencheviks sont écrasés ,avec 2,6%. Or, c'est LE parti du « socialisme modéré » à la ville, au sein du mouvement syndical. A leur façon, les élections à la Constituante confirment le triomphe bolchévik en milieu ouvrier !

Les partis des minorités nationales sont crédités de 13,4% - partagés entre des mouvements nationalistes, populistes et socialistes.

Les Bolchéviks ont 24%, plus de la moitié des voix des grandes villes, de fait une majorité écrasante des ouvriers, plus de 70% dans les garnisons de Pétrograd et Moscou. (ce qui balaye, soit dit en passant, toute spéculation sur le « non soutien » ou la « neutralité » des soldats face à l'insurrection d'Octobre, ou encore « l'hostilité » ou la « réserve » du prolétariat)

Le parti SR obtient 40% des suffrages - il domine largement les campagnes et les villes petites et moyennes. Mais les candidats s'affichant « gauche SR » font également de beaux scores à Petrograd (16,2%), dans la flotte de la Baltique (26,9%) à Kazan (18,9%)

Ce vote massivement « socialiste » est difficile à interpréter: si les 24% de voix données aux Bolchéviks sont claires et sans équivoque, que signifient les 40% de suffrages d'un parti SR ,inter-classiste, pluraliste, en pleine désagrégation ? . Ce parti est associé à la revendication du partage des terres . Il est normal que le bénéfice politique de sa réalisation revienne aux SR plutôt qu'aux Bolchéviks, inconnus dans les campagnes. Il est probable que nombre de paysans ignorent que ce sont les Bolchéviks et les SR de gauche qui ont fait légaliser le grand partage. A la campagne, le « pouvoir des soviets » est encore largement impalpable.

Mais la principale source de confusion est ailleurs. Au lendemain du 25 octobre, le parti SR éclate pour de bon, et les SR de gauche forment une direction indépendante. Or, les listes électorales, dominées par les notables de droite, ne peuvent plus être modifiées dans la plupart des cas. Là où ils se présentent, dans les grandes villes, les SR de gauche bénéficient d'une large préférence des électeurs SR. Dans des villes petites ou moyennes, lorsqu'il y a des listes séparées, les votes sont partagés, mais plutôt en faveur de la droite. Ailleurs, on vote « pour le parti SR » tout simplement.

Le report des élections aurait permis de clarifier la situation, des Bolchéviks l'ont proposé, mais la commission exécutive centrale (TSIK) du Congrès des Soviets ne l'a pas permis.

Lénine envisageait de nouvelles élections, mais à la condition que la Constituante réunie le 5 janvier reconnaisse la prééminence des Soviets.

A l'ouverture de la Constituante, la majorité SR de droite et ses alliés mencheviks et libéraux refusent d'accepter la « Déclaration des Droits du Peuple Travailleur » que lui présente l'exécutif des Soviets. Elle affiche envers ce dernier un mépris souverain. Elle « annule » les décrets d'Octobre...et vote des textes similaires !

Pour les partisans des soviets, la droite socialiste « jette le masque » une fois pour toutes. Il n'y a plus à hésiter: il faut la balayer ! Après une journée de débats, le légendaire marin anarchiste Jelezniakov déclare que « la Garde est fatiguée » et fait évacuer la salle. Le décret de dissolution est publié le lendemain. Exit la Constituante... Au grand scandale des partis, mais dans l'indifférence des citoyens.

Quels enseignements en tirer ?

De fait, deux légitimités s'opposent, et deux peuples se distinguent sans nécessairement s'opposer. La légitimité des Soviets s'appuie sur le peuple révolutionnaire des ouvriers et des soldats-paysans, qui ont donné la majorité aux Bolchéviks et aux SR de gauche, et qui ne peuvent évidemment pas lâcher leurs « acquis » d'Octobre. La légitimité de la Constituante s'appuie sur la majorité rurale du pays, qui renouvelle sa confiance au parti SR, peut-être sans bien comprendre ce qui se passe à Petrograd, dans les grandes villes, ni les déchirements qui en résultent dans « leur » parti SR. Mais de toute façon, cette majorité-là ne comprend pas « la révolution » de la même façon que la majorité des soviets.

Les Bolchéviks, maîtres du jeu, ne veulent en aucun cas que les décisions d'Octobre soient redébatues dans une assemblée parlementaire avec les partis « petits-bourgeois » qui ont refusé leurs avances en avril et en septembre, qui ont pris part à la répression des révolutionnaires en juillet et encouragé la contre-révolution de Kornilov en août. Les Bolchéviks « règlent leurs comptes ».

Ils auraient pu faire reporter, ou renouveler ces élections sans préalable, prendre en considération la susceptibilité de la majorité rurale du pays, prévoir les conséquences fâcheuses de ce « malentendu » avec les paysans. Mais Lénine, à ce moment-là, n'a que faire de compromis. Il croit à la victoire sans partage.

Il ne peut imaginer que, quelques décennies plus tard, la révolution défaite se verra reprocher « le péché originel » de la dissolution de la Constituante.

3. « Révolution socialiste » ?

Il n'est guère question de « socialisme » en Octobre. L'appellation officielle de « Grande Révolution Socialiste d'Octobre » est une reconstitution a posteriori.

La plupart des décisions d'Octobre sont de nature démocratique et antiféodale, caractéristiques d'une « révolution bourgeoise » de type 1789, à cette différence près que ce n'est pas la bourgeoisie russe en faillite qui les assume mais le prolétariat et les soldats-paysans entraînés par un parti d'ouvriers et d'intellectuels de gauche radicalisés. S'y ajoutent un anti-colonialisme, un anti-impérialisme profondément démocratiques, au sens d'une démocratie « élargie, repensée » par les socialistes les plus avancés. On a donc affaire à une révolution polymorphe, en partie européenne et démocratique, en partie » tiers-mondiste » (à rapprocher des révolutions au Mexique et au Brésil), nourrie d'une

idéologie socialiste ou communiste ou encore d'idées libertaires héritées de la Commune de Paris.

C'est, en tout cas, une révolution « anticapitaliste », mais le rejet du capitalisme est diversément motivé : les idéologues communistes, les ouvriers urbains, les paysans communautaires n'ont pas la même idée de ce qui devrait se substituer au capitalisme encore très primitif de la Russie. Retour à la tradition ou « avancée vers le communisme » ? Libération de la femme ou « retour aux vraies valeurs » religieuses ?

La socialisation du sol peut être considérée comme « socialiste » – les Bolchéviks et les SR de gauche l'entendaient bien ainsi – mais on observera que même la paysannerie conservatrice des communautés considérait que la terre ne pouvait être privatisée, qu'elle « appartenait à Dieu ». Sans doute, les paysans communautaires et les ouvriers socialistes se rejoignent-ils dans un commun refus du capitalisme, les uns par attachement à la commune ancestrale, les autres par adhésion à un projet d'économie collectivisée. C'est là la principale ambiguïté de la révolution russe. La grande source de « malentendu ». Le « contrôle ouvrier », lui, et à fortiori les nationalisations constituent des mesures « anticapitalistes » qui intéressent les ouvriers – mais non les paysans.

Mais de quoi relèvent-elles: socialisme autogestionnaire, socialisme d'état, capitalisme d'état ? En Octobre, la réponse n'est pas donnée. Il faut attendre les années vingt...ou trente pour le savoir.

Pas trace de socialisme, donc, en Octobre ? Evidemment, il y en a : dans les objectifs de « révolution socialiste mondiale » que se fixent les dirigeants d'Octobre, non pour la seule Russie où ils ne peuvent s'établir durablement, mais dans l'attente fiévreuse que les « pays avancés » d'Allemagne et d'Europe prennent le relais. Eux seuls ont les moyens, les richesses, les mouvements ouvriers, la maturité sociale et politique indispensables au socialisme : ainsi pensent les communistes qui, comme tous les socialistes à l'époque, ont foi dans le Progrès et la Raison. Même si Lénine et Trotski ont, aux yeux de nombreux socialistes occidentaux, cédé au « romantisme irrationnel » en lançant la Russie seule dans l'aventure !

Mais de quoi relèvent-elles: socialisme autogestionnaire, socialisme d'état, esprits des plus radicaux, dans les consciences, les idéaux et valeurs égalitaires, internationalistes qui imprègnent le mouvement et vont marquer des générations. Une « culture communiste » est née. La révolution « socialiste » ne sera pas réellement accomplie, mais l'énergie qu'elle dégage, le rêve qu'elle entretient va encore inspirer plusieurs générations de Soviétiques qui ne manqueront pas de constater, d'ailleurs, « l'écart entre le rêve et la réalité ». Chez certains, le rêve du « véritable communisme » persistera jusqu'à la chute finale de l'URSS en 1991. A ce moment-là seulement, la page de 1917 sera définitivement tournée, fût-ce dans un contexte très éloigné des projets révolutionnaires initiaux ! Même les libéraux de Boris Eltsine avanceront alors masqués, revendiquant « tout le pouvoir aux Soviets » et « la fin des privilèges » !

4. « Pouvoir des soviets » ou dictature d'un parti ?

En Octobre, dans l'esprit de la majorité populaire (y compris bolchévique) qui soutient la révolution, c'est bien du « pouvoir des Soviets » qu'il s'agit. Et pendant longtemps, c'est ce pouvoir des assemblées, cette démocratie directe ou du moins représentative de la « dictature des ouvriers et des paysans » que des millions de gens s'efforceront de faire

vivre. Mais pour Lénine et Trotski, les soviets ne sont que des auxiliaires du parti. Dans un premier temps, il faut y conquérir l'hégémonie. Le comportement des Bolchéviks n'est pas foncièrement différent de celui des autres partis: chacun s'efforce de dominer les soviets. La logique « partidaire » l'emporte toujours sur la logique du « pouvoir populaire ». Comme dans la démocratie parlementaire, il y a « substitution » des partis aux populations qu'ils sont censés représenter. Ce « substitutisme », très caractéristique de l'intelligentsia russe, des élites qui veulent « éduquer » le peuple, le sortir de la misère et de l'ignorance, est au coeur du léninisme. Les circonstances de la guerre civile vont d'ailleurs charger le parti communiste russe d'organiser une armée, un Etat, de reconstruire une économie, et même de « recoller quelques morceaux » de l'Empire éclaté. Ce dont lui sauront gré des nationalistes hostiles au communisme mais reconnaissant « le mérite des Bolchéviks d'avoir sauvé la Russie de l'effondrement total » .

Au lendemain d'Octobre, on est encore loin de cette édification d'un « parti-Etat ». Le « pouvoir des soviets » n'est pas une fiction. Leur « bolchévisation » est encore à venir. Elle se fera à la faveur de la guerre civile et internationale où chacun se voit obligé de « choisir son camp », au détriment de tout pluralisme. L'hostilité du monde extérieur et le « cordon sanitaire » organisé autour de l'URSS vont évidemment favoriser la paranoïa de la « citadelle assiégée » .(1)

Très rapidement, d'ailleurs, le « bolchévisme » servira à désigner un pouvoir et une idéologie bureaucratiques, et plus tard une dictature personnelle terroriste qu'il est plus juste de qualifier de « staliniennes ». La mort de Lénine en 1924, le succès des positions de Staline en faveur d'une URSS centralisée et, après 1927, d'une collectivisation forcée, de même que les couches sociales sur lesquelles il s'appuie nous éloignent peu à peu du bolchévisme originel et à fortiori de Lénine, qui avait ses idées propres (contraires à celles de Staline et différentes de celles de Trotski) sur la coopération volontaire à la campagne, le caractère fédéral de l'Union, la condamnation répétée, quelques mois avant sa paralysie en 1923, du bureaucratisme, du « chauvinisme grand-russien » ou de la « morgue communiste » .

5 La révolution « prématurée » ?

La critique d'Octobre la plus fondamentale émane des marxistes classiques: la Russie sous-développée n'étant pas « mûre » pour le socialisme. Octobre fut « prématuré », et Lénine commit une erreur fondamentale de perspective, tant sur les potentialités de la société russe que sur les chances d'une révolution mondiale.

L'erreur de perspective est indéniable, pour autant que Lénine ait espéré cette révolution – ce qui fut le cas – et qu'il ait cru au socialisme en Russie – ce qui ne fut pas le cas en Octobre, mais bien un peu plus tard, en promulguant le « communisme de guerre », une politique militaire d'urgence que les « gauchistes » du parti interpréteront comme « le passage immédiat au communisme », avec abolition de l'argent et du marché. En effet, si le « communisme de guerre » est d'abord une réponse de circonstance à la guerre, il se trouve un certain nombre de « gauchistes » qui, fondant avec enthousiasme des communes de partage intégral, prônant l'égalitarisme sans compromis, maudissant l'argent et le profit, s'imaginent que « le communisme » est déjà à portée de mains. C'est une vague d'idéalisme charriant à la fois les traditions communautaires russes, le rêve anarchiste et la volonté de brûler les étapes. Il se fait que ce « communisme » auquel adhèrent les plus enthousiastes est massivement rejeté par le peuple paysan attaché à son mode de vie patriarcal, aux libertés marchandes voire tenté, pour une partie, par les

perspectives d'appropriation privée offertes, paradoxalement, par la révolution – les grands domaines fonciers étant abolis et partagés, émiettés, au sein d'un monde rural qui se différencie socialement.

Cette erreur gauchiste, Lénine devait la reconnaître implicitement en 1921, au moment de lancer la NEP, la nouvelle politique économique, ce deuxième régime soviétique qui ne misait plus sur le socialisme à court terme, ni sur la révolution mondiale manifestement « postposée », et restaurait les libertés marchandes en même temps qu'un capitalisme sous surveillance. En cela, les Bolchéviks réalisaient les revendications des paysans rebelles et de la révolte de Kronstadt, sauf sur un point : la dictature du parti unique, qui allait au contraire se renforcer jusqu'au sein même du parti, où furent supprimés les fractions et le droit de tendance. Mais la question, finalement, est de savoir de quel « Octobre » et de quelle « révolution » l'on parle : celle qu'ont imaginée, très contradictoirement, les communistes, les anarchistes, les paysans communautaires...ou celle qui s'accomplit réellement, dans la contradiction et l'interaction de multiples facteurs matériels, sociaux, internes et internationaux ? Comment pouvait-on rêver de communisme, de société fraternelle, de partage équitable dans un pays exsangue, affamé, épuisé et détruit par les guerres, où la réaction de chacun est avant tout de survivre et de s'emparer du moindre bout de pain ? Il est sans doute difficile de séparer la révolution « idéale » de l'autre. L'une se dit, se chante, se joue sur les tréteaux, s'élabore dans l'art ou dans les théories utopistes, l'autre se fait dans la boue et le sang. L'une et l'autre sont « réelles », mais l'une est idéale, l'autre matérielle.

Quant aux projets les plus libertaires, ils seront radicalement et violemment déçus lors de la répression de l'insurrection de Kronstadt en 1921. C'est là que, pour de bon, se séparent le rêve anarchiste (les soviets sans la dictature du parti) et la révolution telle qu'elle se développe réellement sous la conduite des Bolchéviks. Les anarchistes diront désormais : la « contre-révolution ». Les trotskistes le diront après la mort de Lénine en 1924, ou le tournant stalinien de 1927 : le « Thermidor ».

Mais la réalité est qu'une AUTRE révolution que celle rêvée a bien lieu – « révolution » au sens de changement radical du système social avec tout ce que cela comporte : dictature bolchévique et capitalisme d'état (selon les termes de Lénine en 1921) mais aussi ébauches de collectivisme, alphabétisation, émancipation féminine, création artistique, luttes sociales et culturelles des années vingt, avant le tournant stalinien de 1927 qui va structurer un régime très différent de celui s'est jusque là esquissé. On peut bien sûr estimer qu'Octobre, Lénine et Trotski ont semé « les germes » du stalinisme, ou contraire que le stalinisme était en tous points « la révolution trahie » – mais c'est un autre débat, qui déborde notre propos.

La révolution qui se produit effectivement en Russie tout au long de l'année 1917 et au delà – avec ou sans la permission et le « coup de pouce » décisif de Lénine- est le fruit de la société en crise, d'une guerre mondiale de destruction massive et d'une irruption des masses sur la scène politique. Du vide politique aussi, formé après l'été par la débâcle du gouvernement provisoire. Ce fruit était-il trop mûr ou trop vert ? Si Lénine s'était abstenu de le « cueillir », est-on sûr que les fruits du désespoir social et de la révolte n'auraient pas continué à mûrir, que les mouvements populaires se seraient arrêtés ? Et si Lénine, au lieu de tenter l'aventure, avait conseillé au peuple révolutionnaire de rentrer chez lui – celui-ci aurait-il obéi, baissé les bras, bravement attendu le retour des seigneurs, des grands patrons, des Kornilov ? Sans doute était-il souhaitable que l'épreuve ne débouche sur une dictature et une guerre civile. Mais la bourgeoisie était-elle disposée aux concessions

indispensables ? Les généraux, les hobereaux, la droite libérale et les alliés occidentaux n'étaient-ils pas déterminés à faire marcher l'Histoire à reculons ? Et si la contre-révolution avait précédé « l'Octobre rouge », avec les réactions qu'on peut imaginer dans les usines, les casernes, les communes rurales- n'aurait-on pu reprocher à Lénine et aux Bolchéviks leur imprévoyance, leur pacifisme irresponsable, leur faillite historique ? Un succès de la contre-révolution aurait-il permis d'éviter la guerre civile...ou l'aurait-il accélérée d'une autre façon ? Et puis, la terreur rouge a-t-elle suscité la blanche ou l'inverse ? On peut allonger la série de questions, porter de multiples jugements politiques et moraux, très confortables en ces débuts de 21ème siècle. Au moins faut-il se souvenir que les acteurs de la révolution russe n'étaient pas des dames d'œuvre des beaux quartiers, ni des militants d'Amnesty International....et qu'ils n'avaient pas derrière eux les expériences du » socialisme réel « . Pas mêmes ces avancées fulgurantes de la » modernité » que furent Auschwitz et Hiroshima...

L'Octobre rouge ne fut certes pas complètement un mythe ou une utopie : « la terre aux paysans » et l'abolition de leurs dettes, c'était réel, « les fabriques aux ouvriers » c'était l'expérience en cours, « la paix aux peuples », on allait l'essayer, « le pouvoir des soviets » s'installait. Et puis, en principe tout au moins, les femmes allaient pouvoir choisir leurs maris, les enfants et les adultes s'asseoir sur les bancs de l'école. Une vie nouvelle commençait. Rien moins que confortable, mais nouvelle. Et pour les enfants de serfs et d'ouvriers qui allaient bientôt voir s'ouvrir à eux les » rabfak « , les facultés ouvrières, les discriminations positives dans l'accès aux études, les responsabilités à tous les niveaux c'était une formidable promotion sociale. Cette montée de la » plèbe » est peut-être ce qui reste de plus épouvantable dans la mémoire collective de l'intelligentsia, des élites bourgeoises.

Un fruit d'Octobre plus amer pour les masses révolutionnaires, et qui n'était pas visible au premier coup d'oeil, ni même très réel, c'était le pouvoir d'un seul parti, la dictature, que dénonçaient tant les sociaux-démocrates modérés que les anarchistes et les soulèvements paysans des années 1918-20.

La » dictature du prolétariat « , donc, bientôt exercée en son nom par » l'avant-garde » bolchévique elle-même supplantée après la guerre civile par une caste dirigeante, en l'occurrence une jeune bureaucratie de souche populaire, rejointe par d'anciens fonctionnaires tsaristes, allait bientôt recruter dans le prolétariat et la paysannerie le personnel du nouvel » état prolétarien « , bâti dans les années vingt et lui-même capté, colonisé et supplanté par la caste stalinienne et sa super-police » au dessus du Parti « .

L'état reconstruit, au delà d'une guerre civile ravageuse, allait s'occuper bien moins » du communisme « que de relever le pays de ses ruines, de le moderniser selon les modèles du » monde civilisé » euro-américain tout en recourant à des méthodes » asiatiques » effroyables - tel l'esclavagisme du Goulag- de construire une puissance militaire et de la préparer à une guerre inévitable avec le monde extérieur.(2) Mais qui pouvait imaginer ce proche avenir au lendemain d'Octobre 1917, voire au début des années vingt, alors que tant de possibilités s'ouvraient à l'émancipation sociale, à l'éducation et à la culture, aux mouvements de libération sociale et nationale à travers le monde ?

Le stalinisme, la guerre et le génocide nazi, le socialisme » réel « et le dénouement du vingtième siècle n'étaient pas à l'ordre du jour des vainqueurs, ni des vaincus ou des dissidents d'Octobre.

Selon l'adage bien connu, les hommes faisaient l'Histoire, mais ne savaient pas l'Histoire qu'ils faisaient.

Notes

1. Dès 1919-20, des milieux blancs et plus tard le courant « eurasien » de l'émigration se rallieront, pour cette raison, au régime soviétique. Actuellement, des nationalistes russes tiennent le même discours, et les nationaux-communistes du P.C. de Guennadi Ziouganov vont dans le même sens : la révolution a eu des aspects gauchistes destructeurs, mais elle a permis de sauver et de reconstruire la Russie

2. Qui prendra la forme de l'invasion nazie de juin 1941.

Révolution de 1917

Quelques dates repères

23 février (8 mars) Journée des femmes, qui manifestent à Petrograd avec les ouvriers en grève.

25 février Grève générale à Petrograd. (10 mars)

26 février Affrontements. 150 victimes. Premières désertions de soldats. (11 mars)

27 février Révolution de Février. L'armée rejoint les ouvriers insurgés. (12 mars)

2 mars Abdication de Nicolas II. Gouvernement provisoire bourgeois présidé par le prince Lvov. Son autorité est contestée par le Soviet de Petrograd. Début de la « dualité des pouvoirs ». (15 mars)

7 mars Arrestation du tsar sur mandat du gouvernement provisoire. (20 mars)

4 avril « Thèses d'Avril » de Lénine pour passer à la « révolution socialiste ». (17)

3-5 juillet « Journées de juillet » à Petrograd. Soulèvement en faveur du « Pouvoir des Soviets ». Echec et répression dirigée contre les (16-18) Bolcheviks.

8 juillet Le socialiste modéré Kerensky premier ministre du gouvernement provisoire. (21)

25-31 août Tentative de coup d'état du général Kornilov, premier acte et (7-13 sept.) défaite de la contre révolution.

9 septembre (22) Trotsky élu président du Soviet de Petrograd. Les Bolchéviks obtiennent la majorité dans les soviets de la plupart des grandes villes. Dans les campagnes, les paysans s'emparent de plus en plus des terres.

24-26 oct. Insurrection et prise du Palais d'Hiver. Les Soviets s'octroient (6-8 nov.) tous les pouvoirs. Fin de la « dualité des pouvoirs ».

25-26 oct. Deuxième congrès des Soviets. Lénine chef du gouvernement « (7-8 nov) ouvrier et paysan », de fait bolchévik Décrets sur la Paix et sur la Terre .

2 novembre Déclaration des droits des peuples de Russie. (15)

8 novembre Sverdlov, premier président de la Russie soviétique. (21)

novembre ? Elections à l'Assemblée constituante

14 novembre Décret sur le contrôle ouvrier à instaurer dans les fabriques.

(27)

20 novembre Appel des « Soviets à tous les travailleurs musulmans de Russie et (3 décembre) d'Orient » pour qu'ils se rallient à la révolution.

2 décembre Armistice avec l'Allemagne et ses alliés – l'Autriche-Hongrie, (15) la Bulgarie et la Turquie.

7 décembre Création de la Tcheka (commission extraordinaire pour la lutte (20) contre la contre-révolution et le sabotage). Cette police politique est placée sous la direction de Felix Dzerjinski.

11 décembre Kharkov, création de la république soviétique d'Ukraine. (24)

14 décembre Nationalisation des banques. (27)

16 décembre Décret sur la démocratisation de l'armée. (29)

Jean-Marie Chauvier est journaliste et écrivain belge.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Marie Chauvier](#), Mondialisation.ca, 2007

Articles Par : **[Jean-Marie Chauvier](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

